

Rencontre inter-coréenne 2018

Martine Bulard, dans *Manière de voir* n°162, dec 2018-jan 2019.

Il a suffi d'un pas, au sens propre du terme, pour que bascule l'histoire : le 27 avril 2018, M. Kim Jong-un a franchi la ligne de démarcation militaire divisant la péninsule, main dans la main avec son homologue, M. Moon Jae-in. Pour la première fois depuis 1953, un dirigeant de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) foulait le sol de la République de Corée, à Panmunjon (*Panmunjon est situé à 52 kilomètres de Séoul et à 147 kilomètres de Pyongyang*), du nom du village où l'armistice fut signé, la zone démilitarisée (DMZ) installée et la ligne de démarcation dessinée.

Les deux chefs d'État ne se sont pas contentés de ce geste symbolique. Ils ont adopté une déclaration commune, en trois points et treize sous-points. Une déclaration qualifiée par M. Moon d'« accord audacieux afin d'offrir à l'ensemble du peuple coréen et aux gens qui veulent la paix un grand cadeau », tandis que M. Kim parlait d'une « nouvelle histoire [qui] commence ».

Le point le plus important est évidemment l'affirmation que « l'objectif commun est de parvenir à une péninsule coréenne dénucléarisée. [Les deux pays] sont d'accord pour dire que les mesures déjà prises par la Corée du Nord (*Le gel des essais nucléaires et des tirs de missiles et l'annonce du démantèlement du site de Punggye-ri, où ces essais étaient réalisés. Ce sera effectif le 24 mai 2018*) sont très significatives et cruciales pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne ». Il est révélateur que cet engagement n'arrive qu'à la fin du texte commun — la dénucléarisation complète de la péninsule n'est plus un préalable.

Au paragraphe précédent, il est d'ailleurs noté que les deux veulent « mettre fin à l'état d'armistice actuel, peu naturel, et instaurer un régime de paix ». Ils entendent négocier un traité de paix en bon uniforme. Et de préciser, quelques lignes plus loin, que ces discussions se dérouleront dans le cadre de « réunions trilatérales (les deux Corées et les États-Unis) ou de réunions quadrilatérales (avec la Chine) ». De quoi rassurer Pékin.

La déclaration s'ouvre sur « le principe selon lequel le destin de la nation coréenne relève de sa propre détermination ». Cela paraît anodin mais les interférences sont si grandes — et notamment celles des États-Unis au cours des dernières décennies — que l'affirmation a valeur d'engagement. De fait, depuis, les deux dirigeants se sont rencontrés deux autres fois dont une à Pyongyang, où s'est rendu M. Moon.

Sur certains points, ils sont passés des déclarations d'intention aux actes. Le 14 septembre 2018, ils ont inauguré un « bureau de liaison commun », comme ils s'y étaient engagés, dans l'ancienne zone industrielle conjointe de Kaesong (fermée par l'ancienne présidente de Corée du Sud, Mme Park Geun-hye). De même, comme prévu, ils ont commencé à déminer la zone démilitarisée (DMZ) qui sépare les deux Corées, à démanteler les haut-parleurs qui, de chaque côté, servaient à diffuser la propagande. Des premiers pas ont été accomplis pour « moderniser les chemins de fer » afin de « les connecter ».